

L'hôpital public est malade des restrictions

Depuis des années, de plans d'économie en plans de retour à l'équilibre, l'hôpital public s'anémie et ce sont les professionnels et les patients qui en pâtissent de plus en plus.

Les personnels sont soumis à une pression permanente. Les conditions de travail se dégradent. Les carrières stagnent. Les promotions se réduisent.

Pire : Les réglementations ne sont plus respectées dans beaucoup d'établissements. Combien d'agents hospitaliers, soignants, administratifs ou ouvriers sont contractuels à durée déterminée, alors qu'ils sont employés sur des postes permanents et devraient être recrutés directement comme stagiaires. Sous payés, précarisés, ils perdent des années d'ancienneté précieuses pour leur carrière et leur retraite.

Combien de soignants sont rappelés par téléphone sur leurs repos pour revenir travailler ?

C'est pourtant totalement abusif, puisque seul le déclenchement d'un «plan blanc» le permet.

Combien de personnels se voient refuser des formations pour des raisons de service (manque d'effectifs) le plus souvent injustifiées ?

L'arbitraire remplace trop souvent la réglementation !

La gestion à flux tendu des établissements aggrave les conditions de travail au quotidien et empiète sur la vie privée de chacun. Il faut faire toujours plus avec moins.

De réorganisations en restructurations, la notion de travail en équipe, la notion «d'éthique» disparaît et la pression de la lassitude individuelle s'accroît. Les glissements de tâches et de fonctions insécurisent le travail de chacun et notamment des soignants.

Chaque situation individuelle s'inscrit dans ce contexte global.

Chacun d'entre nous est (ou sera inéluctablement) confronté à ces difficultés professionnelles au cours de sa carrière. Le réflexe du repli sur soi n'est pas viable. Dans un système qui dysfonctionne, le «chacun pour soi» conduit rapidement au «tous contre tous». Système voulu par nos gouvernants et l'administration qui le sert.

Pour NOUS, ces dégradations ne sont pas inéluctables.

Elles résultent de choix politiques et financiers délibérés qui peuvent être infléchis par la mobilisation de tous les personnels.

Au delà du mécontentement individuel, des actions collectives et solidaires s'imposent pour faire respecter nos droits et en obtenir de nouveaux, à hauteur des compétences et des soins de qualité que la population attend de nous.

SUD s'engage à défendre chaque situation individuelle en la re-situant bien dans le contexte collectif de l'hôpital public, mais tente aussi de construire le rapport de force nécessaire pour gagner collectivement.

Ne l'oublions jamais !

Les droits individuels de chacun découlent des droits collectifs conquis ensemble.

Le 20 Octobre, pour gagner ensemble, faites le choix d'un syndicat combatif qui ne s'est pas résigné à co-gérer la pénurie et à co-signer avec les gouvernements successifs (droite ou gauche) des protocoles d'accords en deçà de vos revendications. Aussi, faites le choix d'être :

SOLIDAIRES - UNITAIRES - DEMOCRATIQUES



Face aux suppressions d'emplois, au laminage des acquis et des droits sociaux, à la précarité, le «chacun pour soi» ne peut-être une solution viable.

Si vous êtes seul(e)s, nos employeurs, eux ne le sont pas. Leur gestion inspirée, et soutenue au plus haut niveau politique est concertée.

Pour préserver vos droits, il faut un lien solidaire et collectif capable de construire un réel rapport de force. Ce lien au CHU peut être le syndicat.

Partout dans le monde la voix des peuples résonne : Révoltes Arabes, Indignés d'Espagne, de Grèce...

Nous sommes nombreux à penser que le monde qu'ils sont en train de nous imposer n'est pas celui que nous désirons. Que d'autres choix sont possibles autres que leur inéluctable réalisme ; autres que les régressions sociales qu'ils nous font subir.

Ne les laissons pas nous voler notre quotidien et ruiner notre futur.

Le service public de santé coûte trop cher... ...au goût du MEDEF (les patrons) et du gouvernement.

Pour les tenants du libéralisme, la santé peut-être néanmoins une source de profits si elle se libère du «fardeau» du service public, trop égalitaire et trop rigide à leur goût.

- Ils introduisent largement le secteur privé lucratif dans l'hôpital,
- Ils ont imposé, développé la tarification à l'activité de type commerciale
- Ils ont au sein même des établissements de santé, ouvert le secteur sanitaire aux investisseurs privés.
- Ils appliquent en ce sens les directives de l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce), de l'AGSC: (Accord Général sur le Commerce des Services).

L'hôpital ne sera plus qu'une entreprise privée avec des missions de santé publique. La Poste ou de France-Télécom, sont des exemples de la casse des services publics,

Pour leurs profits, le statut de la fonction publique hospitalière est un archaïsme anti-économique qu'il faut casser.

Ils veulent plus de flexibilité, des salaires au mérite, une déréglementation des qualifications, une plus grande mobilité des professionnels de santé etc. Le statut de la fonction publique freine leurs projets d'où la mise en lace de l'évaluation personnalisée et l'extension des CDI qui mettra un terme au statut des titulaires.

Pour SUD, rien de tout cela n'est inéluctable.

Tout ce que nous subissons est le résultat de ce choix politique fait par les gouvernements de droite comme de gauche qui se sont succédés au pouvoir avec la complicité de certains syndicats serviles qui leurs sont acquis.

NOUS refusons cette logique qui tend à enrichir une minorité arrogante en appauvrissant et en excluant de plus en plus les autres.

NOUS refusons cette logique d'individualisation exacerbée pour chacun qui ferait de nous des pions fatalistes et résignés.

NOUS opposons à cette logique un syndicalisme qui ne se satisfait pas de la simple atténuation des effets dévastateurs de leur politique et décisions prises «en haut» loin du terrain, des professionnels concernés et des populations de plus en plus exclus d'un accès aux soins pour tous.

NOUS proposons un syndicalisme où prime la solidarité entre collègues, entre catégories, avec les salariés des autres établissements, et au delà avec tous les exclus et laissés pour compte par le libéralisme.

Ce syndicalisme qui peut être affirmé en votant pour les listes SUD/Solidaires ne pourra aboutir que si vous aussi osez dire collectivement NON, ça suffit les dégâts.

Notre syndicalisme peut être le vôtre, Votre outil dans ce combat.

Ce n'est qu'ensemble que nous gagnerons



**LE 20 OCTOBRE
POUR LE CTE
VOTEZ SUD/SOLIDAIRES**